

L'insoutenable logique du capital

Michel Husson

Postface à *Vallée rouge, vallée verte. Lutte contre les licenciements dans le Grésivaudan*

L'histoire que raconte ce livre est au fond celle du capitalisme et de ses mutations récentes. Sur le fond, le capitalisme reste toujours égal à lui-même. C'est un système où une catégorie sociale possède les moyens de production (les usines, les ateliers, les chantiers, etc.) et achète le travail d'une autre catégorie sociale : les salariés. Bref, le capitalisme se définit par des rapports sociaux qui ne changent pas.

Mais la manière concrète dont fonctionnent ces rapports sociaux évolue dans le temps. Les luttes sociales imposent au cours du temps des acquis, par exemple le salaire minimum, la durée légale du travail ou l'encadrement du contrat de travail. De ce point de vue, le capitalisme d'aujourd'hui est à bien des égards différent du capitalisme du XIX^{ème} siècle. C'est pourquoi on peut affirmer que les rapports sociaux sont toujours, au fond, des rapports de forces. Et ceux-ci peuvent changer au cours du temps : les phases de régression peuvent succéder aux phases de progrès. Pour l'essentiel, le capitalisme comme système se reproduit, mais les conditions concrètes d'existence du salariat peuvent changer, en bien ou en mal.

Nous ne sommes pas aujourd'hui dans une phase de progrès social. Au contraire, une phase de régression s'est ouverte au début des années 80, qu'on peut légitimement appeler néo-libérale. Cette transformation du fonctionnement concret du capitalisme, au détriment des salariés, s'est opérée « grâce » à deux grands leviers qui ont permis au capital d'améliorer son rapport de forces par rapport au travail. Ce sont le taux de chômage et la mondialisation financière qui ont pour point commun d'aiguiser la concurrence entre salariés.

Jusqu'au milieu des années 70, le taux de chômage était très faible, et l'économie se trouvait à peu près au plein emploi. En 1974, une grande crise a éclaté, sous forme d'une récession généralisée à l'ensemble des grands pays capitalistes : recul de la production, chute du profit et montée du chômage. Mais le capitalisme a réussi, d'une certaine façon, à transformer son échec en un moyen de rétablir la situation et de sortir de la crise à son avantage. C'est en effet en s'appuyant sur le taux de chômage que le capitalisme a pu casser le lien qui existait jusque là (depuis la Libération) entre le salaire et la productivité, autrement dit entre le salaire et l'activité économique. Il a pu le faire parce que le chômage de masse lui a permis de faire pression sur les salariés et d'ignorer leurs revendications. Depuis, le lien est durablement rompu entre le salaire et la croissance. Cela se voit d'ailleurs dans les revendications syndicales : avant, les syndicats demandaient, et en gros obtenaient, des augmentations de pouvoir d'achat égales au progrès de productivité. Aujourd'hui, ce lien est rompu, et la progression du pouvoir d'achat reste très faible et déconnectée de l'activité économique. Ce résultat a été obtenu par une mise en concurrence des salariés avec les demandeurs d'emploi, et le bâton (la menace du licenciement) a remplacé la carotte (la progression du pouvoir d'achat).

Le deuxième levier porte toujours sur la mise en concurrence des salariés, mais élargie cette fois à l'échelle mondiale. C'est ce qu'a permis ce qu'on appelle la mondialisation financière. La mondialisation, c'est le fait pour le capital de produire à cheval sur plusieurs pays, grâce au commerce international, aux investissements dans d'autres pays, aux délocalisations. Et cette mondialisation est financière, parce que c'est la finance qui a permis aux capitaux de se déplacer facilement, d'aller là où la rentabilité est la plus élevée, et de se retirer - ou de menacer de le faire - quand elle n'est plus suffisante.

Il y a d'ailleurs un lien entre ces deux outils. La contrepartie au blocage des salaires, ce n'est pas un surcroît d'investissement, mais l'augmentation des dividendes et du pouvoir des actionnaires. Le cercle vicieux de la financiarisation se met alors en place : les « rentiers », autrement dit ceux qui captent les profits non investis, vont réclamer des rentabilités de plus en plus élevées. Pour répondre à leurs exigences, il faut privilégier les investissements rentables à court terme et pressurer toujours plus les salaires. L'industrie perd de sa substance ou se délocalise. Seuls les besoins garantissant cette hyper-rentabilité sont dignes d'être pris en compte, au mépris des besoins élémentaires de la majorité de la population. Et tout cela mène droit à la crise.

Le capitalisme néo-libéral est donc un capitalisme qui s'est en grande partie libéré des contraintes qui encadraient son fonctionnement : il peut faire pression sur les salaires en circulant rapidement, pour aller là où les salaires sont moins élevés, toujours à la recherche du meilleur rendement. Même un patron animé des meilleures intentions du monde ne pourrait échapper durablement à cette loi du profit. Si son entreprise devenait moins rentable, elle perdrait des parts de marché, et finirait par faire faillite ou être rachetée. Voilà pourquoi le capitalisme est un système qui s'impose aux individus, à tel point qu'on en arrive à penser qu'il fonctionne selon des lois économiques contre lesquelles personne ne peut rien. Il s'agit pourtant de rapports sociaux, autrement dit d'un certain arrangement de la société qui régit les rapports entre les hommes et les femmes qui la composent.

Ce livre consacré à Tyco traduit en termes concrets, à partir d'analyses et d'entretiens, ce schéma abstrait. Mais le passage est finalement assez facile à effectuer. Il suffit par exemple de revenir au tableau synthétisant les étapes successives de la transformation d'une entreprise familiale à la multinationale financière. L'entreprise Proner-Paquet est mise en concurrence dans les années 80 avec de grands équipementiers : c'est le reflet de la stratégie de restructuration des grands groupes dont le recours à la sous-traitance est un dispositif classique. Cette concurrence conduit au rachat et à la fusion avec Comatel en 1989. Chaque étape suivante est caractérisée par l'introduction de nouvelles formes de gestion (flux tendu puis zéro défaut) qui à chaque fois conduisent à une nouvelle restructuration et à une perte d'autonomie de l'entreprise : recentrage sur certains segments de production, délocalisation des autres, suppression de la Recherche-Développement. Nouvelle fusion en 1999, puis internationalisation et nouvelles restructurations : au-delà des spécificités du secteur, on retrouve à peu de choses près les grandes étapes des restructurations industrielles à l'œuvre depuis plusieurs décennies.

Derrière ce régime de mutation permanente, il y a évidemment la recherche du profit qui passe par les méthodes habituelles : réduction d'effectifs, intensification du travail, délocalisation vers les pays à bas salaires, refonte de la division du travail. Il s'agit là d'un véritable rouleau compresseur qui avance en broyant les êtres humains sur son passage. Mais cette offensive économique a aussi pour effet de remodeler les rapports sociaux. Dans l'entreprise intégrée du départ, il pouvait exister un collectif de travail organisé selon une division du travail compréhensible, qui permettait à chaque salarié d'avoir une vision d'ensemble de l'entreprise et de la place qu'il y occupait. Ce n'était pas l'autogestion, mais l'ensemble était lisible et l'activité individuelle avait du sens.

La nouvelle organisation du travail fonctionne ici comme un véritable processus de dépossession : plutôt que d'être une pièce dans un ensemble cohérent, chacun devient un numéro, et l'idéal de la gestion du personnel est qu'il soit parfaitement interchangeable. Non seulement la vision du processus productif est désormais obscurcie, mais la domination patronale s'est peu à peu désincarnée. Les centres de décision se sont tellement éloignés des salariés qu'ils apparaissent comme une entité abstraite hors d'atteinte qui tend à échapper aux lois, au droit du travail et à toute tentative de régulation des rapports

sociaux. Beaucoup des luttes récentes contre les plans de licenciement ont fait apparaître ce désarroi, les salariés et leurs organisations ne sachant même plus à qui il fallait adresser leurs revendications.

Ce capitalisme, libéré à peu près de toute contrainte, se montre sous son vrai visage : âpre au gain, insensible aux effets sociaux de ses décisions, tout cela sous la couverture des lois incontournables de l'économie et de la concurrence, qui ne sont que d'autres mots pour le profit. Il a réussi à instaurer un rapport de forces très défavorable à celles et ceux qu'il exploite, et peut désormais exploiter sans contrôle. Il ne faut donc pas se voiler la face. Les conditions de la lutte sociale sont devenues beaucoup plus difficiles pour une raison qu'on peut résumer ainsi : les luttes sont locales, les alternatives sont globales, et même de plus en plus globales.

Prenons l'exemple des luttes contre le licenciement : quand une entreprise supprime des emplois, elle obéit aux règles qui organisent aujourd'hui l'activité économique. Le scandale des entreprises qui licencient alors même qu'elles font du profit peut s'expliquer par la dureté de ces règles : une entreprise ne doit pas seulement faire du profit, elle doit en faire toujours plus. Les licenciements d'aujourd'hui sont les profits supplémentaires de demain, telle est la logique du capital, une logique profondément antisociale, mais c'est la logique du système. C'est le système qu'il faudrait changer en lui imposant des règles différentes, en interdisant les licenciements, en créant un statut du salarié assurant la continuité des droits, du salaire et de l'emploi. Mais ce n'est pas au niveau d'une entreprise, ou d'un bassin d'emploi, que ces règles peuvent être instituées. D'une certaine manière, la seule tactique locale consiste à vendre sa peau aussi chèrement que possible. Mais la seule alternative se situe au niveau du système lui-même. Potentiellement, pour mettre un terme à la concurrence entre salariés, il faudrait pouvoir peser au niveau du pays, mais aussi au niveau européen et même mondial.

L'ampleur de la tâche peut donner le tournis et conduire à une certaine résignation. Mais il faut bien en prendre la mesure pour ne pas se bercer d'illusions. Dans la période de crise qui s'est ouverte, les illusions vont en effet fleurir. Illusions réformatrices sur la possibilité de réguler, de réformer, voire de refonder le capitalisme en douceur, comme si la petite couche des bénéficiaires de la situation actuelle allait renoncer facilement à ses incroyables privilèges. Un économiste peu suspect d'anticapitalisme a eu une jolie formule en disant qu'une véritable sortie de crise supposerait que le capitalisme accepte de fonctionner avec une rentabilité moindre. C'est parfaitement vrai et en même temps parfaitement utopique, au mauvais sens du terme. D'autres illusions sont encore plus dangereuses, quand elles désignent un responsable extérieur de la situation : il suffirait de fermer les frontières pour dégager de larges marges de manœuvre permettant de rétablir une meilleure répartition des revenus et de revenir au plein emploi. Mais le nuage de Tchernobyl ne s'est pas arrêté aux frontières, et les méfaits du capitalisme libéral ne sont pas un produit d'importation.

Personne n'a rien à gagner à se leurrer sur l'existence de solutions faciles permettant de contourner les difficultés. Que faire alors ? La réponse est peut-être abstraite mais elle consiste à dire que toutes les luttes de résistance doivent être menées au nom d'une légitimité alternative qui préfigure un autre ordre social. D'ailleurs, peut-il exister un projet alternatif qui ne se nourrisse pas des luttes réellement existantes ?

L'économie n'existe pas. Au nom des lois économiques, se met en place depuis plusieurs décennies une société de régression où il faut montrer patte blanche pour vivre, et donner constamment des gages au capital pour lui montrer qu'on est rentable et donc « employable ». C'est à un grand renversement qu'il faut travailler, qui mette l'économie au service des citoyens et non l'inverse. Il ne s'agit pas là d'une tâche insurmontable, et on

pourrait même dire qu'il faudrait peu de choses pour que cette société d'opulence soit réorganisée de manière à offrir à chacun de ses membres les conditions d'une vie décente et de son épanouissement. La crise, évidemment, nous en éloigne encore. Elle ouvre une période chaotique, conflictuelle, car le capitalisme n'a pas d'autre programme que de rétablir le mode de fonctionnement d'avant la crise, idéal à ses yeux, même si, justement, c'est lui qui a conduit à cette crise. Il n'est pas impossible que les mesures qu'il va être amené à prendre apparaîtront tellement insupportables qu'elles rendront possible une mobilisation d'ensemble où toutes les aspirations niées par le capitalisme pourront s'exprimer et se combiner en une alternative cohérente. C'est sans doute le seul message que le capital soit capable d'entendre.